



HAL
open science

Journée d'échanges du projet SOLALTER

Catherine Darrot, Julien Noel, Blaise Berger

► **To cite this version:**

Catherine Darrot, Julien Noel, Blaise Berger. Journée d'échanges du projet SOLALTER. [Rapport Technique] Agrocampus Ouest Rennes et FR CIVAM Bretagne. 2015. hal-02438792

HAL Id: hal-02438792

<https://hal.science/hal-02438792v1>

Submitted on 14 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Vers des solidarités alimentaires territorialisées : Enjeux et pistes de réflexions

Le lundi 16 décembre 2013 – 9h/17h

**Amphithéâtre Moule (Batiment 11)
Agrocampus-Ouest, Rennes**

« Les solidarités alimentaires territorialisées »

Les systèmes alimentaires territorialisés et les circuits courts devraient être accessibles à tous les consommateurs, y compris les moins nantis. Or, malgré ce souhait formulé par les producteurs et les consommateurs engagés, ainsi que par les institutions concernées, beaucoup reste à faire pour y parvenir. Dans le cadre du projet de recherche-action SOLALTER (Solidarités Alimentaires Territorialisées en Bretagne), cette première journée de rencontre consiste à détailler ces enjeux et les solutions possibles pour renforcer toutes les formes de solidarités alimentaires territorialisées engageant l'agriculture locale.



Pour plus d'informations, contactez :

Catherine Darrot : 0223485916
catherine.darrot@agrocampus-ouest.fr

Julien Noël : 0663052578
julien.noel@agrocampus-ouest.fr

Blaise Berger : 0296798698
blaise.berger@civam-bretagne.org

9h20 - 10h : **Panorama des enjeux de la solidarité alimentaire**

Présentation du projet SOLALTER – Blaise Berger, FRCIVAM Bretagne

Le projet fait suite à un diagnostic mené en 2012 par une étudiante de Master 2 d'Agrocampus Ouest, Marion Chrétien, sur les moyens d'améliorer l'accès des populations défavorisées aux produits agricoles locaux, à l'échelle du 35 avec une attention portée à l'échelle régionale. Ce diagnostic était justifié par le constat du trop faible accès des populations en difficulté sociale aux produits agricoles de leur territoire, en dépit du souhait des producteurs et des structures porteuses d'actions de terrain. Ce travail a décrit les initiatives 35 de solidarité alimentaire mobilisant ou capables de mobiliser des produits agricoles du territoire, l'analyse des facteurs de succès, d'échec, ainsi que les pistes possibles pour leur renforcement, à partir des idées de leurs porteurs et/ou d'innovations inspirantes identifiées ailleurs. Il a bénéficié d'un financement de la DRAAF et était porté par un comité de pilotage constitué pour l'occasion, composé d'institutions territoriales (DRAAF, Chambre d'agriculture), des quatre grandes structures partenaires de l'aide alimentaire (secours populaire, Restos du cœur, banque alimentaire, croix rouge), et de représentants de structures porteuses d'actions de terrain (FRCIVAM, AMAP, associations de consommateurs, centre social, Secours catholique, ATD-quart-monde).

Le projet de recherche-action SOLALTER 2013-2014, porté par le Laboratoire Sciences humaines et Territoires d'Agrocampus Ouest en partenariat avec la FRCIVAM Bretagne, est fondé sur l'extension de ce comité de pilotage (qui souhaite se pérenniser) à l'échelle régionale, et comporte trois volets :

- Le premier volet (base de données) porte sur la poursuite à l'échelle régionale du diagnostic initié en 2012, et sur la mise en lien de ces données qualitatives avec les données cumulées progressivement au sein de l'Observatoire Régional des Circuits Courts (FRCIVAM).
- Le second volet (recherche-action) aide la structuration de plusieurs actions expérimentales de terrain en 22, 35 et 29 (identifiées comme porteuses, aussi différentes que possible) favorisant l'accès de populations défavorisées aux produits agricoles de leur territoire ; il fournira le support de l'analyse des facteurs d'échec et de succès de ces initiatives, d'une part avec les principaux intéressés, d'autre part avec le comité de pilotage du projet, afin d'en améliorer la pérennité et d'en tirer des enseignements pour leur transposition ailleurs.
- Le troisième volet (communication et transfert) sera constitué de l'édition d'un « guide des solidarités alimentaires territorialisées » sur la base de ce diagnostic régional et de ces expériences ; et de l'organisation d'un événement annuel type conférence afin de mutualiser ces expériences et échanger avec des partenaires homologues bretons et venus d'autres territoires.

L'objectif de cette journée d'échange s'inscrit dans cette dynamique de rapprochements entre producteurs et consommateurs tout en réfléchissant comment mieux rendre accessible les circuits courts aux personnes les plus défavorisées. Le projet s'intéresse donc à toute initiative, solution d'aide alimentaire ou de soutien alimentaire à l'échelle de la Bretagne

Parole de financeur du projet SOLALTER – Jean-Paul Le Dantec, DRAAF Bretagne

JP Le Dantec insiste sur le vocable de « solidarité » qu'il décline selon 4 entrées ; le don, l'aide, la réciprocité et la mutualité. L'ensemble de ces éléments rappelle la problématique du lien social qui s'inscrit entre un donneur et un receveur actif à l'échelle d'un territoire.

Il est mentionné la parution d'un guide en ligne sur Internet sur 3 formes principales de dons alimentaires par la DRAAF Rhône-Alpes (dons agricoles, réduction du gaspillage en restauration collective, dans les métiers de l'artisanat et dans l'industrie agro-alimentaire) ainsi que de l'association SOLAL de J-L Le Metayer, qui se mobilise pour faciliter les dons des coopératives agricoles vers les grands réseaux de l'aide alimentaire en France.

Il est rappelé les soutiens financiers dont bénéficie le projet, à savoir des subventions du Réseau rural français – par l'intermédiaire du FEADER européen – mais aussi de la région Bretagne (ASOSC) et la Fondation de France.

Le projet SOLALTER s'inscrit dans le contexte de déclinaison du Programme national de l'alimentation (PNA) de 2010 inscrit dans le Code rural français. L'objectif de ce PNA est d'aider au recensement plus exhaustif des associations et des réseaux d'aides alimentaires, afin d'en avoir une plus large visibilité des flux de nourriture qui y transitent. Depuis le décret en date de juillet 2012, l'idée est de pouvoir habilité et agréé dès 2014 un certain nombre de structures « privées », plus petites et/ou plus locales (exemple des Familles rurales), qui reçoivent des dons alimentaires et interviennent dans la distribution, en plus des 4 structures « classiques » partenaires de l'aide alimentaire que sont le Secours populaire, les Restos du cœur, la Banque alimentaire et la Croix rouge.

La solidarité alimentaire : contexte et état des lieux – Catherine Darrot, Agrocampus-Ouest (cf. diaporama)

La territorialisation alimentaire est en marche même s'il persiste certaines difficultés sociales. Rappel de quelques données générales sur le modèle alimentaire français : baisse des dépenses alimentaires, augmentation de l'obésité...

Rappel des principaux profils des receveurs de l'aide alimentaire en France : travailleurs précaires, retraités, famille monoparentale (femmes)... => 3,5 Millions de français

Evolution du système d'aide en France : PEAD très menacé en Europe en 2012. mute vers un Fond européen d'aide alimentaire (FEAD) en 2014-2020, avec le même système de financement.

Introduction aux initiatives accompagnées par Solalter

10h - 11h15 : **Les initiatives accompagnées par SOLALTER**

*Le potager urbain de Prévalaye (35) – **Violette L'Hommedé***

Ce potager urbain de Prévalaye, près de Rennes, est en cours de montage avec l'Écocentre de Topinay (mise à disposition gratuite des terres). S'inspire des jardins en activité ailleurs en France (Lyon, Brest, Poitiers...). Il reste certains détails à caler et/ou à construire : plan de financement, groupe-pilote,

Fonctionnement : moyennant une dizaine de jours de travail et une adhésion annuelle à l'association *Vert le Jardin* (autour de 30 € par an) les adhérents récupèrent des paniers de légumes à 10 € par semaine. Le prix du panier sera le même pour tous mais certaines personnes pourront avoir une forme d'aide de la part du centre social. Volonté d'accueillir tout type de famille, avec au moins 1/3 des paniers maraichers accessibles aux personnes en situation de précarité (en terme de gestion, les critères de choix des bénéficiaires ne sont pas arrêtés).

Le recrutement d'un jardinier salarié – formateur est en réflexion pour répondre aux besoins des personnes.

Depuis 4-5 ans, la demande va croissante car il y a de plus en plus de besoins. De plus en plus, l'objectif productif des jardins partagés s'ajoute à celui originel de convivialité, de vivre ensemble, et d'insertion.

Expériences de faire ensemble, partager les techniques, recevoir de la convivialité sont au cœur de ce projet.

*L'AMAP solidaire du Blosne (35) – **Jean-Luc Valentin***

AMAP créée en 2009, en même temps que l'épicerie sociale du Blosne. On a décidé d'emblée que les paniers non récupérés de l'AMAP iraient à l'épicerie sociale. Très vite la problématique de comment faire bénéficier des personnes adhérentes de l'épicerie sociale (15-20 pers./an) aux paniers de l'AMAP émerge.

Fonctionnement de l'épicerie sociale : les bénéficiaires sont choisies par les centres sociaux (cf. Blandine Cornet). Le jeudi matin les aliments sont collectés à la banque alimentaire ou à la Biocoop et redistribués le vendredis matin à l'épicerie sociale, en présence des bénéficiaires. Il y a à ce moment là un temps d'éducation alimentaire autour d'échange culinaires (recettes), d'ateliers de cuisson, etc.

Entre l'AMAP et l'épicerie sociale s'est montée une structure « intermédiaire », Ty Poz, afin d'aider les personnes adhérentes de l'épicerie à passer migrer vers l'AMAP du Blosne. Un travail d'éducation alimentaire se poursuit afin de familiariser les personnes aux légumes et à leur préparation. Le choix des futurs adhérents à l'AMAP est confié aux personnes de l'épicerie sociale. D'après une enquête effectuée par SOLALTER auprès de ces personnes, elles souhaiteraient payer leurs paniers au sein de l'AMAP.

Une majorité d'AMAP sur Rennes seraient prêtes à moduler leur prix pour permettre à des personnes en difficulté de venir. Mais les permanents regrettent le manque de mixité sociale au sein du public de l'AMAP (surtout des bobos) par rapport à celle du quartier du Blosne. L'entrée de nouveaux adhérents venant de l'épicerie sociale devrait permettre de brasser les publics.

*Les parcelles de l'amicale laïque de St-Yvi (29) – **Jean Cotten, Daniel Letellier, François Cathou***

L'amicale laïque s'est engagée dans une éducation populaire et solidaire très tôt. Suite à l'arrêt de cours d'horticulture sur la commune (1985-1995), certains habitants (un groupe de copains) décident en 1996 de se lancer dans la production agricole. L'AG se déroule 1 fois par an.

L'engagement du groupe dans cette activité bénévole s'effectuait à côté de leur propre travail, avant d'arriver à la retraite, le samedi.

St-Yvi : commune rurale de 2700 ha, dont 960 de SAU mais baisse des superficies agricoles (plus que 20 exploitations actuellement).

Terrains appartiennent à des particuliers qui les mettent à disposition gratuitement en échange d'entretien des terrains (travail à l'année). Terrains libres et peu utilisés faciles à trouver à St Yvi. Pour les engrais et les semences, quête auprès de coopératives agricoles et de magasins horticoles.

2 parcelles de 0,7 ha subdivisées sont utilisées pour produire annuellement entre 10 et 15 tonnes (t) de légumes : 10 t de pommes de terre, 4 t de carottes, 10000 poireaux, 900 kg d'oignons. En 15 ans ont ainsi été produits plus de 220 t de légumes.

Fournissent des légumes à deux types de publics :

- le club de jeunes (15-18 ans) de la commune occasionnellement, quand ils organisent des événements. Certains jeunes participent aux ateliers de l'amicale en retour ;
- la banque alimentaire, au CCAS (1 voiture par canton) et surtout aux Restos du Cœur de Concarneau l'hiver : stockage des patates et arrachage tous les samedis matin de poireaux et carottes pour permettre à tous de participer (entre 30 et 40 bénévoles, jeunes et retraités).

Il existe un calendrier où chaque bénévole s'engage 4 à 5 fois par an pendant l'hiver. Par exemple, l'arrachage des pommes de terre s'effectue avec l'aide de 50 personnes sur 2 demi-journées. Celles-ci se terminent par un moment de convivialité partagée autour de grillades, avec les bénévoles des Restos du cœur et de la Banque alimentaire.

Aucune subvention ni aide n'est perçue, sauf depuis 2012 où la mairie offre 200 €. Tout le reste ressort du bénévolat : semence des cultures, prêt de machines, récoltes des légumes...

Les bénévoles de l'amicale ne souhaitent pas rencontrer les bénéficiaires, à la fois pour éviter d'éventuels conflits mais surtout pas soucieux de discrétion ; ils veulent conserver leur rôle de distributeurs. Ils ont essayé par le passé de nouer des liens avec les bénéficiaires et faire venir jardiner avec eux ceux des Restos du cœur, mais cela s'est avéré compliqué. Ils sont toutefois en contact avec beaucoup d'associations locales et participent au lien social à l'échelle de leur commune.

Les personnes de l'amicale soulignent le souci de transmission auquel ils sont confrontés. « On essaie de garder au maximum le groupe de travail du samedi ». Il y a bien quelques jeunes de présents mais qui ne semblent pas prêts à reprendre le flambeau.

Le Jardin de la rencontre (22) – Emmanuelle Briand, Jean Yves Hervé, Fabrice Carcenat

Situé dans le quartier est de St-Brieuc, jardin créé en 2003

Besoin de sortir les habitants de leur isolement : les bénéficiaires sont acteurs de leur production et de leur alimentation. « La question des revenus n'est jamais abordée, on vient, on ne se pose pas de question, on travaille, on partage ».

Fonctionnement : location d'une parcelle de 400 m², 12 jardiniers + 1 animateur bénévole ; budget annuel de 500 €.

4 objectifs prioritaires : vivre la rencontre et le lien social ; confiance en soi et réinsertion ; accès à une alimentation de qualité ; autosuffisance

Beaucoup de valeurs autour de ce projet : citoyenneté, tolérance, respect bien-être...

Chacun partage le fruit de ses récoltes (surtout des légumes et quelques fruits) avec les autres jardiniers toutes les semaines, le mardi après-midi

Il existe un partenariat avec la ville et certaines coop pour obtenir des intrants. Par ailleurs, le Secours catholique dispose d'un fond pour acheter des plants

Paroles de bénéficiaires :

- Fabrice, bénéficiaire des Jardins de la Rencontre, cherchait du travail depuis 1 an. Il essaye de rencontrer des gens pour avant tout retrouver du lien social. Il intègre la structure à l'automne même s'il avoue qu'au départ il n'a pas la main verte... Il en est très content, « on partage notre travail, nos légumes, c'est notre travail, pas de notion d'argent ».

- Jean-Yves, ancien bénévole au Resto du cœur, n'était pas disposé au départ à participer au jardin. Au fil des jours, il y a pris gout, ça lui rappelait quand il jardinait dans sa jeunesse. Lui aussi y a trouver un peu de lien social et il a retrouvé des produits locaux qui ont du gout, rien avoir avec ce qu'on achète en supermarché.

11h30 - 12h30 : **Forum des initiatives**

Panorama d'initiatives régionales et nationales – Catherine Darrot, Agrocampus-Ouest (cf. diaporama)

Complément avec la présentation d'autres initiatives, d'autres projets :

- FNAB : lancement d'une initiative nationale sur comment rendre accessible les produits biologiques aux plus grand nombre

Édition d'un recueil d'expériences en France : magasins de producteurs à Arles avec accessibilité sociale (travail avec les centres sociaux pour repérer les bénéficiaires) ; de la ferme au quartier à St-Etienne ; initiative en Rhône-Alpes, inspirée de l'ADEME (défi des familles à alimentation positive), travaillant sur la mixité dans le panel des familles et le changement des habitudes de consommation ; travail avec les producteurs du 35 sur les mécanismes de fixation des prix, sur quels types d'accords aller...

Problème logistique de collecte, seulement quelques surplus. On a cherché des producteurs, il y en a quelques uns, au cas par cas,

- *Planète Lilas* à Vitry sur seine (94) : projet d'économie équitable en circuits courts. Regroupement de riverains au sein d'une association de jardins potagers. Installation de je producteurs sur les parcelles, puis commercialisation en vente directe et sous formes de paniers

- *Vert le Jardin* à Brest (29) : achat groupé de semences qui sont ensuite redistribuées aux réseaux des jardins

Montage aussi d'ateliers cuisines et d'une conserverie partagée.

- *Kermarron maison solidaire*, quartier HLM de Douarnenez (29) : projet local d'alimentation solidaire autour des notions de production, de convivialité, de cuisine, de santé et de nutrition

Fonctionne en groupement d'achat de patates avec les producteurs, ouvert aux adhérents à un prix homogène. Pour ne pas avoir des consommateurs nantis qui paieraient pour les autres se développe un système de pré-commande aux producteurs

Jardins familiaux de 1996 et cuisine centrale + projet de création d'un restaurant solidaire

Volonté de se développer dans d'autres quartiers de la ville

Sensibilisation des agriculteurs encore difficile. Le bio a encore une mauvaise image auprès du public du quartier. Il reste encore du travail entre le secteur social et les producteurs (décloisonnement entre secteurs d'activité). Le levier du FEADER, fond européen pour le développement rural, est intéressant.

- Expérience à Montpellier entre les Restos du cœur et le Marché d'intérêt national (MIN)
- Expérience à venir avec le Galleco, la monnaie locale complémentaire de Rennes (35) depuis le 1^{er} sept 2013 (inspiration de Toulouse)

Le principe est simple (1 galleco = 1 €) : volonté de dématérialiser le côté financier en favorisant les échanges locaux alimentaires avec les producteurs et commerçants « éthiques ». 11 galleco circulent actuellement. Un fond de 40 000 € est provisionné sur un compte financé par le Conseil général.

Projet de développer un accès aux populations plus défavorisées

Forum-débat : quelles pistes pour développer les solidarités alimentaires territoriales autour de la production agricole ?

Toutes ces initiatives soulèvent la question du bénévolat, des personnes-ressources des structures, du temps des initiatives, du sens donné à la consommation,...

Une attention particulière est affichée pour ne pas exclure le bénéficiaire de la démarche, qu'elle soit individuelle ou collective.

Réflexion sur l'économie sociale et solidaire et le commerce équitable nord-nord (cf. la plateforme logistique au sein des pays bretons)

Valoriser le produit et que quelqu'un le paye au juste prix. La question se pose souvent sur la négociation du juste prix.

Le commerce équitable Nord-Nord se développe à partir du commerce équitable Sud-Nord (Éthiquable) avec des gammes certifiées qui impulsent dans un 2nd temps ce commerce équitable Nord-Nord (sans qu'il y ait pour l'instant de labels officiels)

On est plus dans la logique du don, des surplus européens (où la valeur des produits n'est plus pris en compte car retirés du marché). Les invendables sont chez les petits producteurs, ce qui nécessite une logistique difficile à mettre en œuvre. Il n'est donc pas facile de s'appuyer sur des dispositifs où la production est directement destinée à la solidarité alimentaire. Celle-ci est intégrée dans les prix des produits (subventions permettant une évolution des prix).

14h - 15h15 : **Table ronde : Quelle place pour la solidarité alimentaire ?**

– Animation : Julien Noel, Agrocampus-Ouest

4 intervenants issus de différents secteurs (collectivités locales, porteurs de projets, agriculteurs, travailleurs sociaux) débattent sur la problématique : « Quelle place pour la solidarité alimentaire ? »

Pascal Verdier - chargé de mission Agriculture & milieux naturels (Rennes Métropole)

Historique des implications sur la question alimentaire

- Travail d'abord sur la question foncière puis sur les circuits courts et le magasin de producteurs fermiers *Brin d'Herbe*

- Mise en place de programmes d'action dont les circuits courts avec la FR Civam (états des lieux dans l'agglomération rennaise). L'objectif était de montrer aux élus la progression de la demande afin de mieux les sensibiliser à cette problématique.

- Lancement d'une campagne « Bio et local à la cantine » avec Agrobio 35 (approvisionnement de l'offre, code des marchés publics, changements des pratiques dans les cuisines...)

- Travail avec Agrocampus sur la prospective Rennes Vivrière puis avec Marion Chrétien dans le cadre de son stage sur Solalter

Fait le constat de peu d'implications sur le sujet : ses collègues des services « insertion » et « social » se montrent intéressés mais pas assez pour se rendre disponibles. Lancer un petit groupe d'étude concrète sur la thématique de la solidarité alimentaire pour que cela suscite de la mobilisation.

Quand les initiatives émergent, cela tient plutôt à la présence de personnes-ressources qui ont une double casquette (agriculteur et secteur de la solidarité).

Triple rôle pour les collectivités locales :

- **politique foncière** : les collectivités locales, informées par la SAFER des parcelles utiles mais n'intéressant pas les agriculteurs ; peuvent contribuer à les mettre en valeur ;
- **politique de santé nutritionnelle** : lutte contre l'obésité, approvisionnement en produits frais et locaux, éducation à la cuisine ;
- **lien social**, convivialité, organisation de manifestations festives

Blandine Cornet - conseillère en économie sociale et familiale (Centre social Ty Blosne, Rennes)

Travail d'accompagnement des familles en difficulté dans tous les domaines de la vie quotidienne, dont l'alimentation

Fournit une aide individuelle aux familles pour un suivi budgétaire

En 2010, suite à la réflexion d'une famille du centre social de Ty Blosne sur la problématique alimentaire émerge l'idée de créer **l'épicerie sociale** Ty Sol dont la philosophie est : « donner, recevoir, rendre... ».

Celle-ci repose sur 4 piliers :

- des partenaires pour les dons d'aide alimentaire
- des professionnels (Conseils généraux, CAF, CSOC)
- les travailleurs sociaux
- les bénéficiaires

Pas d'assistance alimentaire mais plutôt mise en valeur de la personne par une participation active

Fournit de l'aide pendant un temps donné en complément de l'aide + globale à la personne

Récolte des dons auprès de l'AMAP Ty Blosne, de la Biocoop pour proposer des repas et des points collectifs

Solidarité avec et entre bénéficiaires, ce qui favorise l'échange et la réciprocité.

Au bout d'un an, même en faisant des recettes avec les légumes toutes les semaines, l'équilibre des repas reste toujours précaire. Difficile d'évaluer les effets sauf si période assez longue, avec une approche régulière sur les produits frais

Une question préoccupante : comment permettre aux personnes du dispositif de continuer ce travail dans les circuits courts (AMAP notamment). Car après 6 mois ou 1 an d'épicerie sociale, les personnes se sont retrouvées seules, et certaines ont arrêté.

Solution : Ty Poz, comme après Ty Sol, mais qui n'est pas construit, qui demande des moyens. Combien de paniers solidaires avec l'AMAP du Blosne ? Quels coûts financiers?

L'idée c'est que les personnes continuent de cotiser pour leur panier solidaire dès les 6 premiers mois, avec en retour un engagement des personnes possibles

Jean Cotten - fondateur et ancien président de l'Amicale laïque (St-Yvi, 29)

A l'origine de l'initiative pas de travail sur les terres agricoles utilisables pour un agriculteur car de trop petites parcelles, pas adaptées aux machines de l'époque.

Que faire des surplus. Il y avait la Banque alimentaire et les Restos du Cœur qui pouvaient avoir besoin de grandes quantités.

Dans notre groupe légumier, sur 30 bénévoles assidus, 15 sont adhérents de l'amicale laïque et les autres souhaitent juste nous accompagner

Problème de renouvellement : on aimerait accueillir des jeunes pour nous aider, surtout des – de 20 ans. On aide ces groupes de jeunes par des dons de légumes, on espère les sensibiliser et en attirer quelques uns pour qu'ils participent à notre action bénévole.

Hervé Delestre - maraicher (fruit) en agriculture biologique (Bruz, 35)

Il y a 3 ans, des étudiants de Villejean ont aidé à la plante d'arbres fruitiers (pêchers, poiriers...). On s'est ensuite posé la question de savoir comment faire un panier de fruits pour les étudiants avec un prix attractif, sachant que les étudiants changent souvent de quartiers.

Je fais donc une 100 de paniers de fruits pour les étudiants à des prix abordables, 25 % – chers. Volonté d'élargir à d'autres produits (œufs, légumes, fruits, pain). Pour les œufs ou pour le pain par exemple, productions de gros permettent de jouer sur les prix car les produits – couteux à produire et/ou à transformer : les étudiants ont des œufs au tarif du demi-gros, ils se partagent les livres de pain de 2 kg en 4...

17 étudiants aident à nettoyer les vergers dans la convivialité et la solidarité, qui vont dans les 2 sens. Démarche et ambiance très chouette, la preuve avec la longue liste d'attente...

Questions – discussion avec la salle

- Fabrice Carcenat : Comment ça se passe dans d'autres pays européens ?

- Pascal Verdier : dans le cadre de projet européen, il y a des choses qui se font dans les cantines. En Italie notamment, ils sont un peu en avance sur ces questions-là. Il existe un projet d'échange sur St Brieuc avec le sud de l'Angleterre aussi.

- Blaise Berger : oui c'est surtout sur les aspects santé (obésité). C'est très franco-français d'avoir ce poids agricole, ailleurs c'est plus la santé qui est le point d'entrée.

Il y a une étude à Plymouth qui s'intéresse aux évolutions de l'espérance de vie dans les quartiers. Et bien sur 10 km : 13 ans d'espérance de vie d'écart.

En Amérique du Nord, quartiers en voie de paupérisation (Détroit), nécessité de cultiver pour se nourrir.

- Catherine Darrot : on gomme les limites entre producteurs et consommateurs, tous jardiniers. Ces initiatives jouent sur la rupture d'étanchéité entre ces catégories. Très stimulant et voie d'acceptation importante.

- Claude Cheverry : Pour remettre les gens dans l'autonomie, il faut retrouver des liens forts en termes de solidarité avec la Nature proche aussi. Redécouvrir ce qui est le support de la production agricole.

Il y a eu une grosse enquête comparative entre les jardins russes et français montrant leur stabilisation, ce qui prouve le contact des êtres vivants avec la terre. Cette dimension est présente, à approfondir. Il ne s'agit pas seulement de donner de quoi bien manger mais aussi de savoir d'où vient l'aliment.

- Hervé Delestre : les étudiants qui cultivent la terre se sentent limite beaucoup plus forts. Pour des personnes en difficulté, ça peut leur redonner de l'énergie importante.

- Jean Cotten : en Bretagne intérieure, il y a beaucoup de maisons délabrées, entourées d'espaces en friche. Pendant ce temps-là, une partie de la population est mal logée...

Les solutions exigent de travailler sous le statut de pluri-actif (agriculteurs + autres)

- Claude Cheverry : Faut que les bénévoles aiment car pas facile de trouver des remplaçants. Pour ça faut bien cerner son domaine d'intervention, être peut-être moins ambitieux.

- Blandine Cornet : mesure de l'utilité sociale nourrit l'engagement, ça a un effet attractif. Surprenant les jeunes bénévoles trouvent tous du travail ; le sentiment d'utilité est une force. Mais le noyau dur des bénévoles restent souvent le même. Cet effet de lassitude, tenir la distance, est une vraie question.

Pour les bénéficiaires, il faut être aussi là pour leur montrer que s'ils profitent de ces initiatives, c'est aussi le fruit de leur motivation qui les engagent aussi.

Pour les Amap solidaires, si ce genre d'initiative pouvait être mis en place, beaucoup de gens viendraient sûrement, il y a des partenariats à tisser.

- Marie M : pensez-vous réaliste d'imaginer l'implication de ces bénéficiaires (mères de famille) dans des jardins partagés.

- Blandine Cornet : C'est presque mission impossible de laisser les gens en autonomie (conflits, désintérêt...). L'accompagnement est très important.

- Violette L'Hommédé : C'est un peu l'ambition de Vert le Jardin. Dans le + vieux jardin qui a 15 ans, on a essayé d'arrêter l'accompagnement, ils ne venaient plus. Je suis animatrice aussi aux jardins de l'Espérance (Secours catholique) au Blosne, les gens peuvent venir quand ils veulent ; et bien ils viennent quand je suis là.

- Jean Cotten : Chez nous chacun a sa place et est toujours responsable, y a pas de hiérarchie.

- Élodie Mérahtine : y a eu une expérimentation dans le Nord de **bio ??** (ateliers) avec des enfants associés pour récupérer des familles

- Blandine Cornet : c'est très compliqué d'apprendre à cuisiner, les enfants peuvent être un vecteur. Cuisiner et manger ces produits ne va pas de soi. Dans certains lieux de distribution alimentaire, les poubelles sont pleines de légumes.

Un exemple : on avait l'AMAP de la poterie qui nous apportait du pain à l'épicerie sociale, personnes n'en voulaient. On a fait des tartines gourmandes pour faire découvrir, et le pain part. C'est du travail quotidien toutes les initiatives qui rapprochent des lieux de production sont des pistes à creuser.

En conclusion : la solidarité alimentaire doit donner du sens. Elle reste hybride dans ses formes, dans les acteurs qu'elle mélange (producteurs, consommateurs, citoyens...). Elle nécessite du temps pour faire évoluer les habitudes et susciter le changement. Elle est nécessairement transversale, d'où les ateliers de réflexion ci-après.

15h15 - 16h30 : **Ateliers de réflexions** (au choix)

Atelier 1 : Institutions publiques et société civile, quels nouveaux partenariats ?

– Animation : Catherine Darrot, Agrocampus-Ouest

Les collectivités ont un rôle à jouer dans l'éducation à l'alimentation et au goût. Les personnes de milieux défavorisés ont du temps libre pour apprendre à cuisiner par exemple

Les projets atypiques, les + innovants ne rentrent dans aucune case.

Andes, réseaux d'épiceries solidaires : difficulté de rassembler les collectivités (DRAAF, Conseils généraux et régionaux...), les bonnes personnes avec la profusion des services administratifs. V. Blanchot (UniTerres) pourrait expliquer comment elle a réussi à mobiliser les collectivités.

Bonne relation de travail entre ANDES et monde économique (fondations). En ce moment, il y a dans l'aide alimentaire des jeux d'alliance.

Depuis 3 ans, il n'y a pas de rencontres des 7 antennes réseaux d'ANDES dans le cadre du PEAD / FEAD. Ce n'est pas crédible aux yeux des collectivités. Cela vient des tensions autour du partage de ces fonds et aussi du fait qu'il y a de moins en moins d'argent avec une collectivité.

Au niveau des collectivités locales, le PNA a pour objectif de limiter le gachis. Il y a donc des activités, des emplois à créer pour revaloriser

Galléco joue sur 3 services : économique, social, et agricole...

Partage par les acteurs du développement local (cigales, feuille d'érable, ESS)

A St Yvi, les acteurs de l'amicale Laïque ont fait le lien entre les Restos du Cœur et la Banque alimentaire qui ne se parlait pas, par le biais de la récolte de patates. Ça semble aller mieux dans le Finistère maintenant. « En tant que bénévoles, ça nous a surpris » ce manque de contact. A Rennes, ces 2 structures sont unies dans leur travail...

Chantiers d'insertion transforme les surplus de la Banque alimentaire à Lesneven (29) : manière de subventionner par le public

Dans le Sud, pas d'incitation à donner des fruits aux Restos du Cœur, à la Banque alimentaire, aux épiceries solidaires, etc., par le MIN puisque les chantiers d'insertion le font.

Autres exemples :

Engagement citoyen : par exemple solliciter la SAFER pour lui demander d'orienter la réattribution des terres en bio.

Projet intéressant comme le Scot ou Agenda 21 : à Alençon par exemple détection des dents creuses urbaines pour favoriser l'agriculture

Réseaux de glanage à Nantes qui récupèrent des produits pour redistribuer à aide alimentaire : cf. Discosoupe, initiatives étudiantes au MIN. Projet de loi en cours sur le glanage

Bourses aux dons de la DRAAF reste codé (site fermé) et ne s'adresse qu'aux gros industriels

AMAR à Grenoble : possibilité de récupérer les excédents d'une superette sur son parking si nettoyage effectué après.

Aux USA, des bons alimentaires subventionnés existent pour acheter une ration alimentaire équilibrée (+ de légumes que de sodas)

Sur la logistique, il faut savoir être réactif. Nécessité d'une organisation publique de la logistique de collecte quand il ya de petits volumes excédentaires chez les producteurs (d'importantes quantités en fruits et légumes sont perdues...). Importance d'avoir une plate-forme d'infos pour le matériel (camions), la traçabilité...

Optimiser les besoins de chacun ne peut partir que des collectivités car les ramasses et les collectes sont difficiles ; il va falloir trouver d'autres sources d'approvisionnement. Encourager par exemple le développement de produits locaux dans les épiceries solidaires en Bretagne, avec l'aide des collectivités (compensation)

Il faudrait des acteurs capables d'écouter des citoyens pour relayer aux collectivités (sorte de comités consultatifs).

Fort intérêt à professionnaliser le secteur de l'aide alimentaire quand on s'adresse aux producteurs.

Constat que ce ne sont pas les personnes les + démunies en capital social qui fréquente les épiceries sociales.

Atelier 2 : Articulation entre le secteur agricole et le secteur social

– Animation : Blaise Berger, FRCIVAM Bretagne

!!!! (je manque un peu de notes sur cette partie Blaise...) !!!!

Nous souhaitons recevoir des expériences concrètes dans cet atelier

Expérience des « tables ouvertes » par Agrobio chaque année : accueil social à la ferme, source de diversification économique par le producteur

2 types d'agriculture sont mentionnées : une plus intensive qui « redonne » ses surplus au secteur caritatif ; une autre plus extensive reposant sur un projet agricole de société

Il existe toutefois des formes de stigmatisation entre secteur social – société civile et secteur agricole

A priori pas de forme de concurrence entre la diversité des initiatives mais plutôt des adaptations au terrain et complémentaires

Entraide et solidarité

4 grands points clés ressortent de cet atelier :

- Insister sur le rôle social de l'alimentation et de l'agriculture, importante pour la description des trajectoires

Importance d'être au contact direct, et notamment d'être connecté au producteur

Repas partagé représente bien plus qu'une simple fourniture de nourriture

- Importance de la progressivité dans l'apprentissage (découverte des légumes par exemple) car constat de grande perte de connaissance et de plaisir vis-à-vis de la nourriture

- Lieu d'interconnaissance varié mais importance du maillage : le territoire, le pays, la ferme... Liens avec le secteur de la restauration collective à développer

- Alimentation est un support vivant, à la base de l'échange. L'objectif est de redonner de la valeur à cet échange.

Jardins d'insertion du type « Jardins de Cocagne » échange du travail contre des légumes

Jardins partagés fonctionnent sur des parcelles collectives mais il y a de plus en plus de demande pour des parcelles individuelles

16h30 - 17h : **Forum de conclusion**

Perspectives SOLALTER pour 2014

– **Blaise Berger (FRCIVAM Bretagne) & Catherine Darrot (Agrocampus-Ouest)**

- Mise en ligne d'un site Internet Solalter documenté début 2014
- Préparation d'un guide
- Journée Solalter, d'envergure nationale, en lien avec les projets d'autres chercheurs (Ecoales) et d'autres réseaux d'initiatives (Jardins partagés)
- Lancement de 2 stages Solalter dans les départements 29 et 56



Conférences SOLALTER

9h – Accueil des participants
9h30 – Ouverture par Philippe Hercouet, DRAAF Bretagne
10h – **Etat des lieux des initiatives régionales, freins et leviers identifiés** (Julien Noel, Blaise Berger)
10h30 – Table ronde : **Quelle place pour la solidarité alimentaire ?** (animation : Catherine Darrot)
12h15 – Forum aux idées
13h15 – Repas
14h30 – Forum aux idées (suite)
15h30 – Perspectives – **Aide alimentaire et accès à l'alimentation pour tous** (Dominique Paturel, ingénieur de recherche, INRA SAD UMR Innovation)
Débat et conclusion

Conférence finale SOLALTER

20 janvier 2015, Agrocampus Ouest,
Rennes

Agrocampus Ouest et FR CIVAM
Bretagne

I – Ouverture

Emmanuelle CHEVASSUS-LOZZA, directrice adjointe, Agrocampus Ouest, accueille les participants.

II - Eléments de synthèse du projet SOLALTER : freins et leviers

→ (Peu de prise de notes car diapo communiqué)

Résumé de l'étude

- Logique descendante

La société se paupérise

La demande de produits issus de l'Aide Alimentaire (Désormais AA) est en nette augmentation chaque année. Elle s'inscrit dans une démarche très institutionnelle. Ex : traçabilité de chaque produit distribué.

- Logique ascendante

Carte des dynamiques collectives en Bretagne : multiplication par 8 des initiatives en 8 ans. 30 % d'emplois en plus dans ces dynamiques agricoles de SA.

On observe un noyau d'initiatives au sein desquelles la responsabilisation des personnes à travers leur alimentation s'inscrit au cœur du projet (logique ascendante, vers une sortie de pauvreté)

Circuits-courts : on note une sur représentation des personnes « aisées ».

→ Naissance des solidarités alimentaires (Désormais SA) : quelles articulations possibles entre ces antennes de l'AA et ces initiatives de terrain? Comment permettre leur coopération? Quelles articulations entre secteur agricole et social ? → illustration avec les conseils généraux. Très peu de connexions entre les deux mondes.

Ensuite, quelle est la marge de progression de ces initiatives ?

Puis quels sont les freins et leviers relevés ?

Il faut bien noter que la dimension économique n'est pas le seul frein à la consommation des produits locaux et de qualité par les personnes en situation de pauvreté économique. La question de la « démocratisation des circuits-courts » est également essentielle.

3 objectifs à travers ce projet régional :

- 1) Recenser des initiatives,
- 2) Mettre en réseau ces initiatives,
- 3) Mettre en lisibilité ces dynamiques

Financeurs pour le projet SOLALTER : Réseau rural Breton, Fondation de France, CODIA (CasDar), la région Bretagne

Diagnostics de territoire réalisés par 4 stagiaires (+ 1 CDD via Marion Chrétien) dans les quatre départements Bretons :

- 35 : Marion Chrétien
- 22 : Marie-Paule Lecoq
- 29 : Jeanne Gautier
- 56 : Master Agrocampus

Résultats de l'étude :

- **Pluralité des lieux** : les initiatives identifiées sont majoritairement situées autour des grandes agglomérations mais il y en a aussi dans les villes moyennes et en milieu rural. Puis initiatives plus spécifiques en fonction des lieux
- **Pluralité d'acteurs** : acteurs multiples → beaucoup d'assos et de collectivités, individus, certaines entreprises,
- **Plusieurs tendances d'initiatives** : épicerie sociale, épicerie solidaire, groupements d'achats, AMAP solidaire, marchés, jardins partagés, jardins d'insertion, ...etc.

Répartition par initiatives par départements :

8 dans les Cotes d'Armor,

14 dans le Finistère
11 dans le Morbihan
10 en Ille et Vilaine

Communication sur le projet:

www.projet-sollater.org

Il y aura des fiches synthétiques et une communication sur fiche type (réalisées pour le 22) dans un guide (Mars 2015).

Quelques freins et leviers :

- Développement des partenariats
Rôle des échanges entre structures
Appui du réseau à plusieurs échelles
Visibilité et communication
- Implication des collectivités
Moyens humains : il faut une sensibilisation auprès des élus, une facilité pour la suite
Illustration : 7 à 8 ans pour monter une épicerie à Lanester car méconnaissance du public en difficultés
Moyens financiers : de près ou de loin pour faire démarrer
Moyens logistiques : jardin de la rencontre à st Brieuc → mise à disposition de terrain ou de locaux
- Sensibilisation

Education à l'alimentation

- Accessibilité
Coût d'accès à l'alimentation : groupement d'achat, paniers solidaires, tarification préférentielle ... ex de court – circuit à Brest : souplesse dans la consommation de paniers
Souplesse dans l'engagement, dans le fonctionnement
- Présence de référents
Leadership, personne-ressource : à chaque fois il y a un animateur motivé, une personne comme appui → c'est essentiel
- Bénévolat
Formation et recrutement : les personnes animatrices ressentent un besoin de formation afin de savoir communiquer avec les personnes en difficultés économiques, fragilisées par les événements de la vie.
Double statut bénéficiaires-Bénévoles : mieux faire passer les messages auprès des publics
- Considération du public
Convivialité : la qualité des locaux (très important), accueil chaleureux.
Activités annexes : loisir, bien être, accompagnement administratif
Implication et participation active vectrice d'enrichissement

L'alimentation de qualité et de proximité est un moyen/prétexte et non une finalité : l'objectif est de retrouver du **lien**.

Et toutes ces initiatives révèlent une multitude de bonnes pratiques et questionnent les circuits courts de proximité

Guide méthodologique : enseignements tirés de ce projet SOLALTER.

Il est important de diversifier les enquêtes : rôle important à jouer du côté des producteurs. Mais **quelles enquêtes ? Quels objets ? Quels objectifs ?**

III – Table-ronde :

Cette table ronde est animée par Catherine Darrot, maître de conférences à Agrocampus Ouest.

Philippe Hercouet, Directeur adjoint DRAAF Bretagne ouvre cette table ronde - Alimentation : progrès quantitatif important depuis 60 ans. Dans ce contexte de suffisance alimentaire, une des questions primordiales porte sur la répartition et l'approvisionnement alimentaire individuel

- Relation sociale à l'alimentation : convivialité et liens en plus du côté « besoin » vital. Et pourtant subsiste toujours un isolement et beaucoup de difficultés pour des personnes d'accéder à une alimentation saine et de qualité

- Beaucoup de réponses apportées :

Le réseau rural régional soutient des actions locales qui reposent bien sur les initiatives territorialisées

Encouragement au travail de diffusion et de vulgarisation du projet Solalter (site Internet, guide) : contribution à la diffusion des expériences rencontrées et amplification de la dynamique

- Contribution à la responsabilisation des acteurs en difficultés économique et pas seulement être dans le don, le philanthropique : exemple, réduction du gaspillage alimentaire

L'animatrice introduit les intervenants :

- **Jean-Paul Le Dantec**, DRAAF Bretagne, chargé de la déclinaison du PNA

- **Hélène Rocher**, Fédération des paniers de la mer, présidente

- **Véronique Futersack**, Graines de vie, présidente (également herboriste)

- **Jean-Claude Balbot**, agriculteur-éleveur en retraite, secrétaire de la FNCIVAM et administrateur du CIVAM 29

Le mot d'ordre général de la table-ronde pour tous les intervenants est de réagir individuellement à la présentation précédente (état des lieux des initiatives bretonnes, constantes de freins et leviers...) à partir de leur propre expérience et de réfléchir à des chantiers communs à venir.

• *Jean-Paul Le Dantec*

- Sa mission : déployer depuis 2009, et avec un « petit » budget (80 000 € par an) une déclinaison en Région Bretagne du Programme National de l'Alimentation (PNA) en 4 axes du programme :

1) éducation - sensibilisation alimentaire, principalement en direction des publics scolaires

2) justice sociale (susciter les dons et solidarités alimentaires). La Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) peut aider financièrement les associations de solidarité alimentaire dans leur département.

3) Favoriser les circuits courts, de proximité et de qualité (notions d'économie en plus, allusion à la définition de 2009 de M. Barnier → sans notion d'écologie),

4) le pacte anti-gaspillage alimentaire

- Bref rappel du contexte évolutif des aides européennes (PEAD devenu FEAD)

il existe aussi le FEADER pour l'animation des territoires ruraux, qui passe après par le Réseau rural en Bretagne pour financer ces animations.

- Soutien financier du stage de Marion Chrétien en 2012 en tant que « proto-expérience du futur projet Solalter

Tous les ans, la DRAAF lance un appel à projet ; cette année, il va aider le projet de Vert le jardin de Brest.

• *Hélène Rocher*

- Initiative très territorialisée en pays Bigouden, 18 ans d'existence. Problématique de solidarité alimentaire.

- L'idée est venue d'un patron de conserverie : Johan Larzul, fondateur par la suite de la Banque alimentaire à Quimper. Il a monté un groupe de travail pour aller rencontrer des travailleurs sociaux des CCAS, des élus,... afin de mettre en interconnaissance ces personnes et ces acteurs du territoire.

- Puis montage de chantier d'insertion pour aller chercher le poisson invendu, non calibré, sur les criées et les transformer (mettre en filet, en darne, conserverie, soupe de poissons...) puis le redistribuer gratuitement à toutes les associations d'aide alimentaire. Ils s'étendent à des circuits courts, moyens et longs. Dès le départ aussi il y a une réflexion sur la professionnalisation du personnel car travail logistique essentiel

- Cette initiative a été modélisée pour multiplier les denrées pour l'aide alimentaire. Structuration et diffusion de l'activité hors du territoire bigouden, en Bretagne (Lorient, St Nazaire, St Malo) et ouverture hors régions, à la Rochelle, à Fécamp, Boulogne sur mer, ...etc.

Mutualisation des moyens logistiques au sein de la Fédération nationale

- Ils réalisent aussi des guides de recettes pour cuisiner les produits. Mais Ils se heurtent à une autre problématique : les moyens matériels pour faire la cuisine. Ex : comment cuisiner un poisson lorsqu'on a qu'un micro-onde ? Donc fiche recettes avec image.

- Aujourd'hui nouveau contexte de la Politique commune des pêches (PCP) : les retraits de poissons ne sont plus des dons car tout est vendu, problématique du zéro rejet. Donc ils achètent à prix moindre sur des espèces « moins nobles », des espèces plus locales et côtières. Il y a bien souvent une remise effectuée sur le poisson. Il y a une centaine de personnes qui travaillent dans leurs ateliers et servent quelques 300 à 400 tonnes de produits dans 47 départements en France tous réseaux confondus.

- **Véronique Fattersack**

- Retour sur expérience mené conjointement avec Morlaix Communauté, partenaire important pour les actions de solidarité alimentaire car apporte un soutien logistique. Morlaix (Nicolas Ulrich) investi dans la prévention et la sensibilisation d'actions sur la gestion des déchets et le gaspillage alimentaire

- Il y a comme partout, beaucoup de gaspillage en GMS. Donc idée de cuisiner les produits invendus ; d'où une mise en place d'une **Cantine éphémère** sur une semaine (collecte des produits par Morlaix communauté auprès de GMS et de producteurs, mise à disposition de camions, location d'une cuisine par la communauté de communes (com com) et coordination avec des cuisiniers bénévoles ; 100 repas / jour préparé et vendu chacun pour 1€ (entrée, plat, dessert). Grand succès pour la première édition de 2013. Convivial.

L'idée est que ce soit solidaire et pas « social », pensé comme un lieu d'échange, sorte de restaurant ouvert à tout public. Puis « free market » : tout ce qui n'avait pas été cuisiné dans la journée était donné à la fin de la journée → solidarité pour éviter le gaspillage et non pas dans le don pour aider les personnes moins favorisées.

Renouvellement de l'opération en 2014 avec le soutien financier par la com com de Morlaix et CG (pour éducation, pédagogie). + Electro soupe.

- plusieurs pistes et questionnement pour la suite, afin de trouver plus de cohérence dans leurs actions : est-ce qu'ils continuent à accepter les produits donnés mais sur emballés et calibrés ... des interrogations se posent. A quoi participe-t-on ? Sui porte le projet ? quels moyens (conserverie ?)

En ce moment, écriture d'un cahier des charges à la faisabilité d'une cantine de ce type + pérenne sur Morlaix ainsi que étude préalable pour un futur chantier d'insertion

- **Jean-Claude Balbot**

Comment surgit la question de la solidarité alimentaire sur sa ferme ?

- Ancien éleveur finistérien, secrétaire général de la FN Civam, structure d'accompagnement agricole et du milieu rural, regroupant quelques 10 000 fermes et près de 3000 adhérents en France

JC Balbot a refusé les aides PAC il y a plus de dix ans ne voulant être prisonnier d'un modèle éco qui ne lui convenait pas. Accueil social dans sa ferme : personnes dépendant de régimes sociaux (personnes handicapées, problèmes avec justice, quartiers pauvres, ...). Puis croisement avec la vente directe pendant près de 40 ans

- La doxa économique de l'agriculteur, sur toute ferme : le sort économique du paysan. Mais le côté social n'intervient pas. Il est nécessaire de se poser la question des conséquences du mode de production choisi sur sa ferme et de l'impact sur leurs voisins, la commune, la société → pas assez posée.

Les paysans sont insérés dans un modèle économique de compétition, de compétitivité, de concurrences (sur le foncier, sur les volumes...). Cette activité économique agricole génère des puissants revenus (1 milliards d'euros) mais le mode de production que les agriculteurs choisissent a un impact sur les groupes sociaux à côté. Peut-être produisent-ils de la pauvreté ?

Dans code rural : tout le monde trouvait normal que plus de 3,5 millions de personnes dépendent de l'aide alimentaire. Comme une activité « normale » ...

- La question est politique et pas seulement agricole car nous avons assez de denrées pour alimenter tt le monde :

- remise en cause du don, de cette asymétrie : est-ce normal de donner le superflu ?
- s'interroger sur le pouvoir ce celui qui donne (cf école de chicago). La philanthropie ne veut pas défaire le lien entre celui qui donne et celui qui reçoit. C'est le capitalisme en « moi » et non pas en soi qui est un problème (humour).

L'espace commun, partage des ressources : une notion au cœur de ces échanges. Ces parties des choses qui sont inaliénables sont un « commun ».

En résumé, il faut déconstruire le dispositif de l'aide alimentaire et s'interroger sur les asymétries qu'elle produit

- **Réactions dans le public :**

- Un coup de gueule de Marie-Jeanne Rahn (banque alimentaire) sur la qualité de certains produits reçus sous formes de dons, les assos étant considérés comme des poubelles alors que ces mêmes dons permettent des remises d'impôts

pour Info + : Un groupe d'étudiants de l'Agrocampus a fait un repas avec des fruits et légumes qui allaient se perdre courant janvier lors d'une soirée

- Une autre remarque combinée de MJ Rahn et de Philippe Le Mescal (Restos du Cœur) sur les assos qui ont le droit au FEAD mais pas le droit de bénéficier par exemple des Paniers de la mer. L'association ne doit pas répercuter sur l'utilisateur le prix d'un achat possible. Mais ces asso connaissent et vont connaître des difficultés (notamment financières) à s'approvisionner en certains produits.

- JP Le Dantec (DRAAF Bretagne) : Ce que le FEAD donne, DOIT ETRE DONNE GRATUITEMENT alors que les autres ne le sont pas (ex : paniers de la mer) donc il y a une double comptabilité.

Il y a 7 réseaux habilités pour donner des denrées européennes mais 4 qui le font réellement en France. Les quatre assos connues donne parfois les denrées qu'elles reçoivent à d'autres assos pouvant délivrer l'aide alimentaire (ex : le secours catholique) Ce sont près de 60 structures qui ont été habilitées sur le territoire breton par la Draaf ces dernières années

- Intervention Marie-Pascale Deleume (Eau et rivière de Bretagne) → le cadre administratif ne permet pas qu'on change de paradigme. Il pose beaucoup de contraintes.

Une partie de la population va réparer ce que les autres vont détruire. La problématique est bien dans les VALEURS, la philosophie, le social, le vivre ensemble. Dans les assos, le problème réside aussi dans le militantisme : dons du temps donc plus de retraités. La notion de bien commun est au centre du débat.

- Réponse de JP Le Dantec (DRAAF) : chacun doit devenir maître de son alimentation.

Travailler sur le gaspillage, remettre la frugalité sur la table. Il faut aller vers l'éducation. Fruits pour la récré : augmentation de la subvention (de 50% à 70%)

- Véronique Futersack (Graine de Vie) : chaque personne a un pouvoir d'action individuellement. La résistance au changement est énorme, c'est lent de faire bouger les choses mais elles finissent par émerger.

- Violette L'hommédé (Vert le jardin) -- > compostage partagé et jardin partagé.

Constat : les gens n'épluchent pas les légumes ! Il y a tout un travail de sensibilisation, d'éducation progressive à l'alimentation. Travail à faire sur comment cuisiner les légumes ; D'où le projet de conserverie.

- Pascal Dagrón (AC3A) : est-ce que les outils de la performance économique des circuits courts et de proximité sont bien adaptés ? Quelles réflexions menées aussi avec les monnaies complémentaires ?

- Gilles Maréchal (Conseil général 22) : de 8000 à 13 000 personnes au RSA en 4 ans, se pose la question d'alimentation locale, -- > ce débat n'est pas à l'agenda politique des collectivités territoriales. Il faut percevoir des chiffres et liens avec leurs activités.

Travail très important de diffusion et de communication auprès des acteurs sur le terrain

- Bernadette Loisel (Chambre d'Agriculture + SOLAAL) à la région : développer la filière alimentaire, faciliter les dons de produits frais, réduire et mieux valoriser le gaspillage, Démarrage en 35 (pommes de terre, pommes, ..) et possibilité de travailler avec les ESAT pour le tri des produits. Besoins et ouvertures -- > ils prennent si idées dans la salle

- MP Deleume : évoque le cas des Paniers de la mer qui propose une inversion de la logique, une conscientisation des consommateurs sur leurs habitudes.

- Hélène Rocher : il y a des contraintes employeurs, des contraintes réglementaires comme le temps administratifs des techniciens des conseils généraux...

il faut une place pour un espace de dialogue, on est citoyen avant d'être porteur de projet...

- Claire Tauty (échanges pour une terre solidaire) : travail sur éducation alimentaire, journée d'échange sur une thématique transversale. Travail sur les filières locales / régionales. S'interroge sur les ressorts des pratiques agricoles ?

- JC Balbot : Le gaspillage financier de la PAC est un problème : gaspillage alimentaire, le gaspillage de nos impôts et de nos taxes pour financer les usines de retraitements des eaux dans lesquelles on retrouve 80% de nitrate (problème dans le choix de nos modes de production).

Affrontements terribles dans le monde agricole. Les agriculteurs voudraient s'installer or il y a une baisse inéluctable des terres disponibles en France. Disparition de la paysannerie en France. Les jeunes sont totalement insatisfaits de la situation qu'on leur propose. Il y a beaucoup de jeunes qui veulent décrocher. Et ce phénomène nous échappe. Si on ne fait rien, nous appauvrirons la société.

Les efforts mis en œuvre pour transmettre l'exploitation est un point central. Installer les jeunes en milieu rural : question de salubrité publique

Il ne faut pas répéter bio et circuits courts comme des mantras pour faire avancer les choses, avancer avec d'autres termes.

il y a malheureusement beaucoup de fermetures institutionnelles pour le monde paysan avec la nouvelle loi de modernisation agricole

- Jean-Yves Geffroy (ancien agriculteur, assistant parlementaire d'un député en 35) : évoque les qq opportunités dans la récente Loi de modernisation agricole. Ex/ le rôle de la SAFER dans une meilleure attribution, répartition du foncier, tant pour l'agrandissement des exploitations que dans l'installation

- Emmanuel Plantier (CIVAM du Gard) : travail sur circuits courts et accessibilité.

Insiste aussi sur le droit à s'auto-alimenter sur fermes vivrières : question de plus en plus mise sur la table. On peut créer du lien social Il existe aussi plein d'« invisibles » qui exercent des activités pluri-agricoles

- Soazig Perrigault (Collporterre), réalise un service civique sur la consommation collaborative (faisant suite à une étude tirée d'un mémoire de Master II sur cette même thématique, à échelle Bretonne) → grainothèque, Incroyables Comestibles, AMAP,

Deux questions :

- Quels rôles ont les pôles de l'ESS dans cette thématique ?

- Que pensez-vous de l'outil « drive » comme « drive fermier » → est-ce intéressant à mobiliser ?

- Gaëlle Gautier (les glaïeuls sauvages): Le pôle ESS : « seul pôle adapté pour soutenir ce type de projet » (réponse)

Réflexion à échelle d'une ferme : Pour être viable et faire don de sa production, il faut donc surproduire. Donc finalement est-ce bon? Ou alors non viable et donc non suivie et donc pas de dons possibles car pas de salaire suffisant pour le producteur.

Conclusion brève de C. Darrot : Ce qui a été mis en avant : question de l'équité, de la quantité à produire et de la qualité, leaders, bénévolat et don du temps, éducation (donc modèle social qui accompagne ce sujet), rôle des agriculteurs eux-mêmes, émergence d'une nouvelle population productrice d'alimentation pour elle-même.

IV) Forum aux idées

L'idée de ce temps d'échanges est de proposer aux participants un espace d'échanges auto-organisé avant et après repas. Sept thèmes ont été définis par certains participants lors de l'inscription à la journée. Les personnes qui ont proposé ces sujets de discussion seront les animateurs de ce temps d'échanges, c'est-à-dire qu'ils introduiront le sujet et poseront les questions pour entamer la discussion. Selon l'intérêt porté pour tel ou tel sujet, les participants se réunissent en cercle avec l'animateur pour réfléchir, discuter, argumenter jusqu'à épuisement du sujet ! Il faut aussi noter que certains sujets ne vont peut-être pas mobiliser de monde.

Cette méthode peu habituelle est d'une réelle efficacité pour dégager des idées, des propositions, des nouveaux éléments de réflexion et d'action. Les échanges ont permis aux participants d'échanger des informations concrètes sur des thèmes précis.

Sujets proposés lors des discussions

- Présentation de UNITERRES, Animateur : Jean François Gréaud

Le principe du programme Uniterres est de mettre en place une coopération en circuits courts entre les structures d'aide alimentaire et l'agriculture locale.

- Le glanage dans les champs, Animatrice : Bernadette Loisel,

La récolte des légumes est déclenchée en fonction des conditions météo et des cours du marché. Il arrive fréquemment que des champs entiers de légumes ne soient pas récoltés, le glanage est une possibilité de valoriser ces récoltes.

- Donner des aides aux cantines Animatrice : Irene LATAPIE,

Donner des aides aux cantines, pour que l'argent qui sert à faire des réunions, enquêtes.. se trouve enfin dans l'assiette de l'élève, de la personne âgé, du malade

- Outils de la mesure économique de l'économie de proximité Animateur : Pascal DAGRON,

Les outils pour mesurer l'économie de proximité permettent d'évaluer l'incidence financière de l'activité (résultat d'exploitation, bilan comptable de l'entreprise, nombre de repas ou volume vendus, nombre de personnes employées ou bénéficiaires, PIB)

- la sensibilisation à la consommation locale par le jardinage Animateur : Gael Lorin

Le savoir du jardinage c'est énormément perdu, au profit des hypermarchés. Alors que la demande de jardiner en ville est très présente, il apparaît nécessaire d'organiser un mouvement d'éducation populaire à ce loisir d'autonomisation.

- Les démarches collaboratives comme moyen d'accéder plus facilement à une alimentation saine et de proximité Animatrice : Soazig Perrigault

La consommation collaborative est un mouvement en pleine expansion. Elle concerne l'ensemble des secteurs de la consommation, et notamment l'alimentation: AMAP, La Ruche qui dit oui, jardins partagés, grainothèques...

- Repas quotidiens à base de produits déclassés Animatrice : Veronique Futtersack/ Marie Pascale Deleume/Catherine Daniel

comment mettre en place une cantine quotidienne ou régulière, ouverte à tous et à bas prix, grâce aux produits déclassés (notamment des producteurs locaux) et/ou de la "casse" des supermarchés

IV) Vers une démocratie alimentaire : intervention de Dominique Paturel

Dominique Paturel est ingénieur de recherche Ingénieur de recherche à l'UMR INRA Innovation, Docteur en sciences de gestion. Elle a publié de nombreux articles sur le sujet de l'accessibilité (<http://inra.academia.edu/DominiquePATUREL>) Elle a travaillé avec des groupes de précaires notamment en Languedoc Roussillon à travers des tables ouvertes, des groupements d'achats, le suivi d'une groupe de SDF, l'approvisionnement de proximité d'un resto du Coeur à Montpellier. En Mars 2013, elle a coordonné une conférence sur l'enjeu du droit à l'alimentation (<http://www1.montpellier.inra.fr/aide-alimentaire>). Son email : dpaturel@supagro.inra.fr

Les circuits courts alimentaires (CC) en mettant en avant le lien social entre producteurs et consommateurs et la possibilité pour les consommateurs de reprendre la main sur leurs choix alimentaires apparaissent comme une opportunité pour poser la question de l'accès à l'alimentation de qualité pour tous. Et c'est par cette entrée que s'est imposée pour nous, ce qu'il en est pour les familles à petits budgets et les personnes en situation de précarité.

Une étude récente sur les consommateurs en circuit court (Codia, 2014) montre que les non-acheteurs en CC sont plutôt chez les ouvriers, les personnes pas ou peu diplômés. Quant aux familles à petits budgets ou ceux qui vivent avec les minimas sociaux, l'alimentation est la partie qui sert de variable d'ajustement pour faire face au manque de ressources économiques et l'aide alimentaire est alors le recours. Environ 3,5 Millions de personnes sont des usagers de l'aide alimentaire dont l'organisation s'appuie sur la récupération ou l'achat de denrées dans les circuits longs alimentaires ; d'autre part, nous savons que certains agriculteurs vont aux Restos du cœur.¹Ce paradoxe (à savoir certains de ceux qui produisent l'alimentation n'ont pas les ressources pour y accéder) interroge aujourd'hui les choix politiques en matière alimentaire et agricole et met en évidence la déconnexion entre alimentation et conditions de sa production. L'aide alimentaire joue alors le rôle de régulation tant du point de vue social que du point de vue marché agricole

- Déconnexion entre alimentation et conditions de la production de notre alimentation

La mondialisation des marchés et la standardisation des biens de consommation suscitent, depuis quelques années, des pratiques de résistance et de différenciation qui ne relèvent plus des seuls réseaux militants. En effet, nous avons perdu la mémoire de ce lien dans notre vie d'aujourd'hui et ce, depuis que la consommation de masse existe c'est-à-dire environ 40 ans ; et cela, c'est valable pour plus de 80% d'entre nous dont les familles à petits budgets et les personnes en situation de précarité ; l'alimentation représente environ 15% des budgets familiaux et plus de 50% chez les personnes précaires. Nous avons intériorisé comme normal que l'alimentation soit abondante et ne coûte pas chère. Ces deux éléments intériorisés par chacun vont impacter comme évident, le fait que le recours à l'aide alimentaire est la seule solution quand on est dans la précarité. Ainsi cette filière de l'aide alimentaire invisibilise son rôle dans un système productiviste qui doit à la fois trouver des façons d'écouler les surplus de la production et avoir un tissu d'entreprises agro-alimentaires capables de fabriquer et transformer les produits requis par cette filière.²

- La filière de l'aide alimentaire

¹ Pas de quantification mais issu des échanges avec les bénévoles des Restos du cœur.

² Cet hiver 2014-2015 a vu un tonnage de pommes distribué dans les différents dispositifs d'aide alimentaire important correspondant à la fermeture du marché russe.

Celle-ci est organisée essentiellement en CL et les utilisateurs sont bien loin d'avoir les éléments pour comprendre le dispositif. L'aide alimentaire est une façon de répondre à l'accès à l'alimentation et cela peut se comprendre pour des situations sociales difficiles comme par exemple les gens sans domicile. Pour autant, est-ce la réponse pour l'ensemble des familles à petits budgets, des travailleurs pauvres, des personnes âgées avec des petites retraites ? Or c'est bien sur cet argumentaire implicite que le dispositif d'aide alimentaire se justifie ; environ 3 millions de personnes en France, un peu plus de 18 millions en Europe bénéficient de cette aide ; il n'y a d'ailleurs aucune raison que cela diminue compte tenu de l'augmentation des familles qui perdent leurs revenus issus du travail ou qui relèvent des minimas sociaux. Et pour autant, sommes-nous dans un continent qui ne peut produire en quantité suffisante l'alimentation de ses habitants, sommes-nous dans un pays qui n'est pas en capacité de produire l'essentiel de l'alimentation des français ?

Regardons d'un peu plus près l'organisation de cette aide. Avant de démarrer, je voudrais souligner que je respecte le travail des milliers de bénévoles qui font marcher ce dispositif, et qu'à chaque fois que je travaille avec eux, je reste stupéfaite face à leur travail invisible, à la professionnalisation qui s'est instituée sur les dernières années et au capital humain gratuit sans lequel ce dispositif ne fonctionnerait pas.

Je ne vais pas analyser l'ensemble des éléments mais simplement en prendre deux ou trois qui me semblent participer à cet empêchement d'accès à l'alimentation.

Nous avons d'un côté des opérateurs de l'aide alimentaire agréés par l'Etat qui vont bénéficier de subventions publiques et de financements privés (donations, recettes propres) comme pour les Restos du cœur ou organiser l'aide à partir des surplus de la grande distribution comme les banques alimentaires etc.. De l'autre, l'Etat qui organise via France Agrimer l'approvisionnement à travers des appels d'offres en direction des entreprises du secteur agroalimentaires. En outre, vous vous doutez bien que ces 3,5 millions de personnes ne décident pas d'eux-mêmes d'aller vers les opérateurs de l'aide alimentaire et passent par un certain nombre de prescripteurs. Nous avons donc l'approvisionnement qui est géré du côté du Ministère de l'Agriculture et de l'alimentation et la prescription du côté du Ministère des Affaires sociales et de la santé. C'est aussi ce ministère qui est le distributeur des subventions et le garant de la façon dont ces subventions vont être utilisées. Mais c'est essentiellement du côté des politiques sociales que se pense ce dispositif, alors que l'aide alimentaire est depuis 2010 inscrite également dans le code rural. Du coup, nous pouvons nous demander si c'est l'accès à l'alimentation de qualité pour tous, (alimentation de qualité pour tous affiché par le Ministère de l'Agriculture) tous ou bien une politique sociale en direction de la pauvreté (affichée entre autre par la Mission interministérielle Solidarité dans son programme 304, gérée par la Direction générale de la cohésion sociale) ?

Quand on discute avec les travailleurs sociaux qui sont les prescripteurs de cette aide, ils nous disent que l'aide alimentaire est toujours proposée pour aider à payer une facture d'énergie, de loyer ou autre ; l'aide alimentaire n'est pas prescrite pour elle-même mais bien pour servir de variable d'ajustement dans la gestion de la pauvreté. Nous comprenons ainsi mieux pourquoi le chef d'orchestre de ce dispositif est le ministère des Affaires Sociales et pourquoi l'Europe à travers le nouveau financement (FEAD) corrige ce "truc" un peu bizarre d'un dispositif niché dans la PAC en le renvoyant à sa place, à savoir la politique sociale³. Nous nous éloignons encore un peu plus de l'accès comme évoqué dans le cadre des circuits courts alimentaires qui permet aux consommateurs de se réapproprier leurs choix alimentaires dans une perspective de démocratie alimentaire.

³ Ce n'est pas la seule raison, cf D.Paturel (2013)

Le changement de financement européen oblige à rebattre les cartes non pas du fondement de l'aide alimentaire mais de son organisation. De nouveaux opérateurs sont agréés, certain comme le réseau des épiceries solidaires ont été poussés à l'innovation, et on assiste à l'explosion d'une multitude d'initiatives. En tout cas, on assiste à une concurrence accrue pour l'accès aux ressources ; alors que l'expérience des quatre opérateurs historiques, les a plutôt différenciés sur les choix de dispositifs, aujourd'hui ils sont en compétition avec d'autres qui font la même chose. Peut-être que la situation de raréfaction (en effet, la grande distribution elle aussi, se réorganise face à la baisse des budgets familiaux, cf l'exemple "des Légumes moches", le débat actuel sur le gaspillage alimentaire, etc...), va obliger ces différents opérateurs, notamment en lien à l'acquis de leur professionnalisation, à se renouveler quant au mode de distribution de cette aide.

En conclusion, je voudrais insister sur le fait que l'aide alimentaire est une des possibilités de l'accès à l'alimentation, que les conditions d'accès sont de marqueurs de la pauvreté, que ce dispositif en s'appuyant sur les circuits longs et la production agro-industrielle ne soutient pas les petits producteurs et que l'alimentation c'est vraiment une affaire de transversalité et que surtout l'alimentation étant une nécessité humaine, c'est certes des choix individuels mais c'est aussi du ressort d'un débat démocratique sur la façon dont nous voulons accéder à celle-ci et ce, de façon durable en incluant les conséquences pour les générations futures.

Les familles à petits budgets, les travailleurs pauvres, les sans domicile fixe, les personnes âgées avec des petites retraites, ont eux aussi à participer à ce débat ; la médiatisation des impacts liés aux modèles de production industrielle et aux échanges longue distance, éloignant les acteurs des centres de décision, amène en effet un nombre croissant de citoyens ordinaires, d'opérateurs privés et d'acteurs de politiques publiques à vouloir reprendre la main sur l'évolution de leurs cadres de vie et de consommation. Ces mouvements illustrent plus largement les dynamiques sociales à l'œuvre au sein de sociétés hypermodernes marquées dans le même temps par la volonté des individus à être reconnus comme sujets dans l'explication et la construction du social, le partage d'un horizon de justice sociale, la focalisation de l'action dans et pour le proche, tout en témoignant d'inconstances et de contradictions et c'est donc plutôt du côté d'une démocratie alimentaire qu'il nous faudrait réfléchir.

Débat

- ***C'est parallèle avec les enjeux de droits à l'habitat***

DP : oui, cela questionne la manière dont toutes les politiques sociales se sont élaborées depuis vingt ans. Je vais même plus loin : même si la question du logement est difficile, il y a des dispositifs sociaux, mais qui souligne que l'APL sert à remplir les caisses des bailleurs privés ? Que l'aide alimentaire subventionne l'agriculture et l'industrie privée ? Que veut-on faire ensemble et travailler ces questions d'accès aux besoins fondamentaux ?

Dans un débat, j'ai dit que j'étais pour une alimentation gratuite. Le prix actuel de l'alimentation n'est rien par rapport au réel tant elle est subventionnée. Donc pourquoi pas une alimentation gratuite, une organisation en coopérative sur les territoires... Il y a des voies pour réfléchir, la situation actuelle est trop banalisée. Je suis toujours gênée sur la question des ateliers-cuisine : toutes les personnes peu nanties ne sont pas dépourvues de moyens ou de compétences pour faire la cuisine ! La question de l'éducation et du changement est importante pour tout le monde, il faut se poser la question du lien entre ce qu'on mange et les conditions où cela a été produit.

- ***La politique agricole entretient les dispositifs actuels. On ne laisse qu'à la marge quelques moyens pour satisfaire une demande urbaine solidaire et qualité, avec en parallèle une massification de la concentration agricole à un rythme jamais vu. Cet effet de concentration exponentielle des moyens de production est souligné par les économistes***

On voit surgir un modèle alimentaire qui monte en puissance : moins de viande, plus de légumineuses, discours sur l'obésité, le diabète... Mais qu'est-ce qui se restructure derrière cela, que se passe-t-il pour la filière viande et les industries alimentaires ? L'ensemble des études nutritionnelles et de santé créent un rapport de domination forte, des travaux de recherche très conséquents qui nous proposent des modèles alimentaires (modèles ! très complets). Dans ce contexte c'est très intéressant de voir comment la filière viande se restructure pour faire face. Or une grande partie de la population mange de la viande. Il y a des formes de disciplines, de pressions sur le plan social qui s'exercent pour construire un modèle de cette façon.

Véronique Blanchot avec Uniterres a mis en place des « ateliers de producteurs » parents-enfants. Je l'ai questionnée sur ses justifications. Les enfants qui viennent à l'épicerie ont une image dévalorisée de leurs parents du fait de l'aide alimentaire. Faire un atelier cuisine permet aux enfants de voir leurs parents dans une situation où ils sont actifs et compétents. Cela dit je ne suis pas pour l'atelier cuisine comme stigmatisant car il comporte une violence symbolique terrible, s'ils ne sont pas généralisés à toutes les situations sociales

Tout cela pose les bases de ce que peut être une éducation populaire.

- ***Spécificités bretonnes ?***

Il y a des choses différentes par rapport au Languedoc-Roussillon, mais qu'on retrouve dans d'autres régions. Je ne suis pas sûre qu'il y ait une spécificité. Vous avez mis en route une dynamique que l'on ne voit nulle part ailleurs, cela c'est plutôt vous. En revanche le foisonnement des initiatives s'observe ailleurs comme en Rhône-Alpes. Il y a un effet « plafond de verre » : en dehors de l'initiative de l'ANDES, on ne voit pas de montée en charge nationale. Obstacles :

- Méthodologique : qu'entend-on par freins et leviers ? Mutualiser et formaliser ces enjeux
- Pas réussi à être partenaires au niveau national dans des discussions sur l'accès à l'alimentation. En France la manière d'aborder ces questions est très segmentée, la transversalité a du mal à se faire. Et quelle est la scène nationale qui permettrait de poser ces questions ? Conseil national de lutte contre les exclusions peut être le

lieu où rendre compte de ce type de travail. La mesure sur le Projet alimentaire territoriaux dans le cadre de la Loi d'avenir peut être un dispositif intéressant pour envisager une transversalité.

- Faire émerger dans le débat la question du droit à l'alimentation en Europe
- Un certain nombre d'acteurs du social se déplacent sur l'enjeu d'accès à l'alimentation en se déplaçant sur l'enjeu agricole. On a un problème aussi sur la fonction de tiers social, qui permet le travail de liaison

Ressources du projet SOLALTER

<http://www.projet-solalter.org/>